



C'est toute la politique du gouvernement que nous COMBATTONS.

**LE 17 NOVEMBRE : UNE COLERE LEGITIME DES
TRAVAILLEURS, RETRAITES,
PRECAIRES ET PRIVES D'EMPLOIS.**

**RASSEMBLEMENT à 10 H 00
PLACE BRAUHAUBAN à TARBES.**

Le prix des carburants est sans doute la goutte d'eau qui fait déborder le vase du mécontentement populaire. Il faut dire que les motifs ne manquent pas !

TIPCE : une taxe des plus injustes et qui frappe plus lourdement les plus précaires !

Les prix des carburants ont connu une augmentation annuelle de 23 % pour le gazole, 15 % pour l'essence, 12 % pour le fioul, la Taxe Intérieure sur les Produits de Consommation Énergétique (TIPCE) devrait rapporter 34 milliards d'euros en 2019 (26 milliards en 2015) dont seuls 7,5 milliards (soit 19 %) seront directement affectés à la transition énergétique.

Une taxe qui frappe de la manière la plus inégalitaire, **puisqu'elle applique le même taux au millionnaire comme au SMICARD ou allocataire du RSA.**

En pourcentage du revenu des ménages après impôt, le poids des dépenses énergétiques est de 15 % en moyenne pour les 20 % les plus pauvres et de 6 % pour les 20 % les plus riches. **Avec de telles inégalités, les politiques actuelles fondées sur les seuls prix sont « antisociales ». Elles creusent encore les écarts.**

De la même façon ce gouvernement a choisi de frapper les millions de retraités du pays par l'augmentation de la CSG (une augmentation de prélèvement qui représente souvent près d'un demi-mois de pension de retraite), ces mêmes retraités qui supportent également cette hausse de la fiscalité sur les carburants.

Parallèlement **ce sont 4 milliards d'Impôt de solidarité sur la fortune qui sont abandonnés et un plafonnement de la taxation du capital qui rapporte là encore 3 milliards d'euros aux plus riches et que profits et dividendes atteignent de nouveaux sommets.**

En 2019 ce sont 38,5 milliards d'euros qui seront distribués aux entreprises (quelque soit leur taille et leur surface financière, les plus gros bénéficiaires étant les multinationales) au titre du CICE et de nouvelles exonérations de cotisations sociales patronales. Ainsi sur 5 ans 100 milliards de CICE auront été distribués sans le moindre effet (ou si peu) sur l'emploi.....Et notre pays compte toujours plus de 5 millions de privés d'emploi.

MACRON soucieux d'environnement et de santé publique ? Qui peut y croire ?

♦Macron propose-t-il d'établir une taxe sur les profits des multinationales de pétrole (Total : 20 milliards d'euros de profit depuis 2015, Shell : 29 milliards.....) : **la réponse est NON.**

♦Les recettes fiscales de l'impôt société ne cessent de baisser : **alors que l'Impôt société rapportait 40 milliards en 2011 ce ne serait plus que 25 milliards en 2018 et MACRON veut encore réduire le taux de l'impôt sur les sociétés pour le porter à 25 %.**

♦Les sociétés autoroutières (Vinci, Eiffage ...) aux bénéfices colossaux sont-elles appelées à contribuer à l'effort environnemental à hauteur de leurs capacités : **la réponse est NON.**

♦Le trafic aérien supporte-t-il la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE) : **la réponse est NON.**

♦Le transport routier supporte-t-il la Contribution Climat Énergie incluse dans la taxe : **la réponse est NON.**

♦Le Président impulse-t-il l'idée dans les instances européennes d'une taxation des transactions financières internationales dont le produit servirait au développement de « l'économie verte » et de la transition énergétique : **la réponse est NON.**

La précarité énergétique (difficultés à payer les factures d'électricité et de gaz) touche 13 millions de français et le gouvernement ne trouve rien d'autre à faire que de mettre fin aux tarifs réglementés du gaz en 2019.

Et c'est ce même gouvernement qui ferme les services publics, réduit les budgets des hôpitaux publics, ferme des lignes ferroviaires de proximité en lançant des flottes de car sur les routes..... qui voudrait donner des leçons de moralité environnementale aux citoyens.

En fait, la vraie priorité du gouvernement est de réduire la dépense publique tout en menant une politique fiscale qui tourne le dos à l'égalité et à la réduction des inégalités : plutôt les taxes que l'impôt progressif.....tout en préservant les profits des grandes entreprises et en favorisant les premiers de cordée (les plus riches).

ALORS OUI, IL EST GRAND TEMPS DE MENER UNE POLITIQUE SOCIALE et ENVIRONNEMENTALE AMBITIEUSE :

Il faut aujourd'hui des investissements publics d'envergure pour répondre au défi planétaire environnemental qui menace l'humanité.

Nombre d'économistes évoquent, pour un pays comme la France, la nécessité d'investissements publics à hauteur de 20 milliards d'euros par an. Actuellement on est bien loin du compte.

Il est donc URGENT d'AGIR :

- Il est **URGENT** d'augmenter les salaires et de porter immédiatement le SMIC à 1 800 € brut et d'augmenter, pensions, retraites et salaires avec une progression en fonction des qualifications.
- Il est **URGENT** de prendre toutes les dispositions (aides, exonérations fiscales...) pour mettre fin à la précarité énergétique.
- Il est **URGENT** d'investir massivement dans le développement des transports publics et d'aller vers la gratuité de ceux-ci.
- Il est **URGENT** de reprendre la politique d'aménagement du territoire, de rééquilibrage et non de métropolisation qui conduit à la concentration des activités (publiques et privées) et à l'allongement des trajets domicile-travail au bilan carbone déplorable.
- Il est **URGENT** et de salubrité publique de **MENER UNE VERITABLE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT dans la transition énergétique à la hauteur des enjeux.**

SAMEDI 17 NOVEMBRE 2018 : EXPRIMONS NOS PRIORITES !

**RASSEMBLEMENT à 10 H 00 PLACE
BRAUHAUBAN à TARBES.**

**CONSTRUISONS PARTOUT LA MOBILISATION
et le RAPPORT DE FORCES POUR :**

**EXIGER UNE POLITIQUE QUI FASSE DE LA REPARTITION DES
RICHESSES ET DE L'EGALITE**

**LE FONDEMENT D'UNE POLITIQUE SOCIALE,
ENVIRONNEMENTALE
ET DE SANTE PUBLIQUE AMBITIEUSE !**